

**Jusqu' où descendra Macron
dans sa soumission à
l'Algérie ?**



Je ne trouve pas de mots suffisamment durs, suffisamment méprisants, afin d'exprimer le dégoût que m'inspirent les décisions prises par le président de la République, sur les recommandations du pro-Algérien Benjamin Stora.

Depuis les « crimes contre l'humanité commis par la colonisation française » en 2017, jusqu'à la reconnaissance officielle, ces derniers jours, de la torture et de l'assassinat, par l'armée française, de l'avocat Ali Boumendjel (responsable d'avoir ordonné de nombreuses actions criminelles du FLN) et après sa repentance sur la disparition du traître Maurice Audin, jusqu'où descendra ce président dans la soumission de la France aux exigences de l'Etat algérien sur « les crimes coloniaux occultés » ?

« Cela ne restera pas un acte isolé » a-t-il déclaré : on peut donc craindre le pire désormais !

A-t-il une seule fois réclamé la repentance et les excuses des présidents de l'Algérie, de Bouteflika à Tebboune, pour les assassinats, les massacres, les tueries, la barbarie commis par le FLN depuis le 1^{er} novembre 1954 jusqu'à juillet 1962 ?

Depuis l'assassinat de l'instituteur Guy Monnerot, en passant par celui d'Amédée Froger, Président des maires d'Algérie et vice-président de la Fédération des maires de France, le 28 décembre 1956, rue Michelet à Alger, des 91 instituteurs et professeurs exécutés entre 1954 et 1962, les massacres, dans le constantinois, en 1955, de plus de 300 européens, musulmans et policiers, celui monstrueux d'El-Halia, plus de 40 européens égorgés, dont 10 enfants et 3 bébés de moins de deux ans, fracassés contre les murs, les bombes de l'Otomatic, du Milk-Bar, du casino de la Corniche.

Les 314 morts, civils, femmes, enfants, tous innocents, au cours des 751 attentats réalisés au cours des années 56/57.

Exige-t-il les excuses des Algériens pour les 152 victimes européennes, les plus de 60 policiers et les 24 supplétifs musulmans, assassinés en France, par le FLN, au cours des années 57/58 ? Pour les 709 victimes – officielles – de juillet 62 à Oran ?

Le président de la République a-t-il une seule fois songé « à demander pardon » aux Français d'Algérie pour la centaine de morts, abattus par l'armée française le 26 mars 1962, rue d'Isly à Alger, sur ordre de l'Etat français ?

A-t-il l'intention, un jour prochain, « de demander pardon » aux Harkis pour les 60 à 80.000 morts, abandonnés désarmés à la barbarie du FLN ?

Le président de la république s'est-il une seule fois préoccupé des 16.378 civils tués et les 13.296 civils disparus, en Algérie, au cours des événements passés ?

Le président Macron, et son conseiller Stora, sont bien plus sensibles aux exigences des Algériens pour qui « ils n'ont pas été assez loin, ils auraient dû, par exemple, jumeler le « présumé » assassinat d'Ali Boumendjel et celui, également présumé, de Larbi Ben M'Hidi, le responsable des terroristes de la Casbah d'Alger, des tueurs de Yacef Saadi ; car cela aurait eu plus d'impact sur l'opinion publique algérienne » !

Bien entendu, Benjamin Stora ne s'est basé volontairement que sur le seul et unique témoignage de l'officier de renseignement (à l'époque des faits) Aussaresses, dans un livre publié plusieurs années plus tard où il expliquait « avoir lui-même, en personne, exécuté une vingtaine de terroristes et, si l'on en croit ses « affabulations », avoir, à lui tous seul, gagné la bataille d'Alger, grâce à ses tortures et à ses révélations.

Le secrétaire général des « Moudjahidines » regrette que Stora réduise les « crimes de la colonisation » à Boumendjel « pour clore le dossier mémoire ».

Le président Macron a-t-il eu connaissance des déclarations du général Jérôme Pellistrandi sur la « Revue nationale de défense » : « *60 ans après la fin de la guerre d'Algérie, l'armée française craindrait encore l'amalgame « il ne faudrait pas culpabiliser les forces armées d'aujourd'hui pour*

les crimes commis hier, bien que, toujours selon lui, « les militaires ont eu leur part de responsabilité (dans les crimes commis), mais elle était liée à la défaillance des institutions politiques de l'époque « qui n'ont pas su jouer leur rôle de contrôle ». A cause de ces défaillances, l'armée a dû tenter « de résoudre la problématique, à laquelle elle était confrontée, par des moyens illégitimes. La violence a donc été une réponse à des actes barbares ».

Comment un général français peut-il à ce point « accuser » l'armée française sans être rappelé à l'ordre ?

Le président Macron a promis que le travail de mémoire serait prolongé et approfondi au cours des prochains mois : « L'armée à tout à y gagner »... Si c'est à Benjamin Stora que ce travail de mémoire sera toujours confié, nous pensons que l'armée française, mais également la France « a, au contraire, tout à y perdre ! ».

Dieu sait que je suis bien loin d'apprécier De **Gaulle**, mais ce n'est pas lui qui se serait « **soumis** » aux exigences des **Algériens**, il était tout de même d'une autre dimension que les « paltoquets » qui nous gouvernent depuis deux décennies et permettez-moi de penser, sans le dire, quelle aurait été sa réponse.

Manuel Gomez